



KPMG SA  
25 Rue Hubert Curien  
Parc d'Activité Romanet  
87000 Limoges

# Association Office International de l'Eau

**Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2024  
Association Office International de l'Eau  
22 Rue Edouard Chamberland - 87100 Limoges

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.  
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration  
Siège social :  
Tour EQHO  
2 avenue Gambetta  
CS 60055  
92066 Paris La Défense Cedex  
Capital social : 5 497 100 €  
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA  
25 Rue Hubert Curien  
Parc d'Activité Romanet  
87000 Limoges

## **Association Office International de l'Eau**

22 Rue Edouard Chamberland - 87100 Limoges

### **Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2024

À l'Assemblée générale de l'association Office International de l'Eau,

#### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Office International de l'Eau relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

#### **Fondement de l'opinion**

##### **Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

##### **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.



### **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres du conseil d'administration.

### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

### **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Limoges, le 7 juillet 2025

KPMG SA



Elisabeth LEFLAIVE

Associée

# OFFICE INTERNATIONAL DE L'EAU - BILAN ACTIF AU 31/12/2024

ACTIF	Exercice N (selon ANC 2018-06)			Exercice N-1 (selon ANC 2018-06)
	Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>				
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
Frais d'établissement			-	-
Frais de recherche et de développement	29 898	29 898	-	-
Donations temporaires d'usufruit			-	-
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	290 362	211 373	78 989	97 351
Immobilisations incorporelles en cours			-	-
Avances et acomptes			-	-
<b>Immobilisations corporelles</b>				
Terrains	505 351	73 961	431 390	418 120
Constructions	7 636 424	5 673 004	1 963 420	2 134 844
Installations techniques, matériel et outillage industriels	4 018 847	3 222 295	796 552	821 163
Autres immobilisations corporelles	1 103 230	672 670	430 560	246 090
Immobilisations corporelles en cours	373 655	-	373 655	37 219
Avances et acomptes			-	-
<i>Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés</i>			-	-
<b>Immobilisations financières</b>				
Participations et Créances rattachées			-	-
Autres titres immobilisés			-	-
Prêts	165 598		165 598	135 052
Autres	59 214		59 214	104 228
<b>Total I</b>	<b>14 182 578</b>	<b>9 883 201</b>	<b>4 299 376</b>	<b>3 994 066</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>				
Stocks et en-cours	11 097 205		11 097 205	7 896 440
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	3 706 969	66 329	3 640 640	3 096 083
<i>Créances reçues par legs ou donations</i>	-		-	-
Autres	927 117		927 117	728 961
Valeurs mobilières de placement	1 604 573		1 604 573	2 580 841
Instruments de trésorerie	-		-	-
Disponibilités	4 764 807		4 764 807	7 808 694
Charges constatées d'avance	245 186		245 186	248 666
<b>Total II</b>	<b>22 345 857</b>	<b>66 329</b>	<b>22 279 529</b>	<b>22 359 684</b>
Frais d'émission des emprunts (III)	-	-	-	-
Primes de remboursement des emprunts (IV)	-	-	-	-
Ecarts de conversion Actif (V)	-	-	-	-
<b>TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)</b>	<b>36 528 436</b>	<b>9 949 530</b>	<b>26 578 906</b>	<b>26 353 750</b>

## OFFICE INTERNATIONAL DE L'EAU - BILAN PASSIF AU 31/12/2024

PASSIF	Exercice N (selon ANC 2018-06)	Exercice N-1 (selon ANC 2018-06)
<b>FONDS PROPRES / FONDS ASSOCIATIFS</b>		
Fonds propres / fonds associatifs sans droit de reprise		
dont legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés, subventions d'investissement affectés à des biens renouvelables...	-	
Fonds propres statutaires	-	
Fonds propres complémentaires	2 048 690	2 048 690
Ecart de réévaluation (sur biens sans droit de reprise)	-	
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires	-	
Fonds propres complémentaires	170 877	173 448
Autres fonds associatifs (partie 1/2)		
Fonds associatifs avec droit de reprise		
Apports	-	
Legs et donations	-	
Résultats sous contrôle de tiers financeurs	-	
Ecart de réévaluation (sur biens avec droit de reprise)	-	
Ecart de réévaluation	-	
Réserves	-	
Réserves statutaires ou contractuelles	14 708	14 708
Réserves pour projet de l'entité	-	
Autres	563 013	563 013
Report à nouveau	3 205 584	2 796 043
Excédent ou déficit de l'exercice	248 559	409 541
<b>Situation nette (sous total)</b>	<b>6 251 431</b>	<b>6 005 443</b>
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	-	
Provisions réglementées	-	
Autres fonds associatifs (partie 2/2)		
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables	817 284	899 692
Provisions réglementées	-	
Droits des propriétaires - (Commodat)	-	
<b>Total I</b>	<b>7 068 715</b>	<b>6 905 135</b>
<b>FONDS REPORTES ET DEDIES</b>		
Fonds reportés liés aux legs ou donations	-	
Fonds dédiés	-	
<b>Total II</b>	-	-
<b>PROVISIONS</b>		
Provisions pour risques	406 144	533 915
Provisions pour charges	589 050	689 948
<b>Total III</b>	<b>995 194</b>	<b>1 223 863</b>
<b>Fonds dédiés</b>		
- sur subventions de fonctionnement	-	
- sur autres ressources	-	
<b>Total III bis</b>	-	-

<b>DETTES</b>		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)	-	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	718 862	969 122
Emprunts et dettes financières diverses	13 141	12 841
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	926 354	957 070
Dettes des legs ou donations	-	
Dettes fiscales et sociales	3 877 848	4 340 470
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	-	
Autres dettes	12 441 373	11 422 317
Instruments de trésorerie	-	
Produits constatés d'avance	537 420	522 932
<b>Total IV</b>	<b>18 514 998</b>	<b>18 224 752</b>
Ecarts de conversion Passif (V)	-	-
<b>TOTAL GENERAL (I + II + III + III bis + IV + V)</b>	<b>26 578 906</b>	<b>26 353 750</b>

## OFFICE INTERNATIONAL DE L'EAU - COMPTE DE RESULTAT exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

COMPTE DE RESULTAT	Exercice N (selon ANC 2018-06)	Exercice N-1 (selon ANC 2018-06)
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>		
Cotisations	56 300	88 100
Ventes de biens et services		
Ventes de biens	56 345	109 833
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de service	14 280 984	14 438 976
dont parrainages		
Production immobilisée	-	-
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation		
Subventions	2 028 775	1 796 667
Produits liés à des financements réglementaires		
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	261 845	114 150
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits		
Cotisations		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs et donations		
Contributions financières reçues		
Versement des fondateurs		
Quote-part de dotations consommables virées au compte de résultat		
Autres produits	377 876	221 008
<b>Total I</b>	<b>17 062 124</b>	<b>16 768 734</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>		
Achats de marchandises ou de matières premières	591 167	672 853
Variation de stock	8 622	(21 372)
Autres achats et charges externes	4 798 039	4 915 646
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	480 301	431 662
Salaires et traitements	7 372 688	6 930 472
Charges sociales	3 107 809	2 778 200
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	483 810	450 281
Dotations aux provisions sur actif circulant	56 394	68 533
Dotations aux provisions	21 978	14 463
Reports en fonds dédiés		
Autres charges		
Aides financières		
Autres charges	2 299	4 237
<b>Total II</b>	<b>16 923 104</b>	<b>16 244 975</b>
<b>1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)</b>	<b>139 020</b>	<b>523 759</b>
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	70 826	40 317
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge	-	-
Différences positives de change	1 642	104
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	23 732	68 499
<b>Total III</b>	<b>96 200</b>	<b>108 920</b>
<b>CHARGES FINANCIERES</b>		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	19 617	19 086
Différences négatives de change	614	9 526
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>Total IV</b>	<b>20 231</b>	<b>28 612</b>
<b>2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)</b>	<b>75 969</b>	<b>80 308</b>



<b>3. RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)</b>	<b>214 989</b>	<b>604 067</b>
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>		
Sur opérations de gestion	8 927	3 533
Sur opérations en capital	-	89 125
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	237 400	202 500
<b>Total V</b>	<b>246 327</b>	<b>295 158</b>
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>		
Sur opérations de gestion	15 867	11 433
Sur opérations en capital	-	3 704
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	158 628	250 234
<b>Total VI</b>	<b>174 495</b>	<b>265 371</b>
<b>4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)</b>	<b>71 832</b>	<b>29 787</b>
Participation des salariés aux résultats (VII)	-	54 476
Impôts sur les bénéfices (VIII)	38 262	169 838
<b>Total des produits (I + III + V)</b>	<b>17 404 651</b>	<b>17 172 812</b>
<b>Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)</b>	<b>17 156 092</b>	<b>16 763 272</b>
<b>SOLDE INTERMEDIAIRE</b>		
+ Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs		
- Engagements à réaliser sur ressources affectées		
<b>EXCEDENT OU DEFICIT</b>	<b>248 559</b>	<b>409 540</b>
<b>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>		
Dons en nature		
Prestations en nature	60 449	2 500
Bénévolat		
<b>TOTAL</b>	<b>60 449</b>	<b>2 500</b>
<b>CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature	60 449	2 500
Mise à disposition gratuite de biens et services		
Personnel bénévole		
<b>TOTAL</b>	<b>60 449</b>	<b>2 500</b>

# **1 INFORMATIONS CONCERNANT L'ASSOCIATION : OBJET SOCIAL, PERIMETRE DES ACTIVITES ET MOYENS MIS EN ŒUVRE, GOUVERNANCE ET INDEPENDANCE**

## **1.1 Objet social**

L'Office International de l'Eau (OiEau) est une association Loi 1901, créée et reconnue d'utilité publique par décret en date du 13 septembre 1991 (publié au JO du 19 septembre 1991), a pour but, dans le domaine de l'eau et des milieux aquatiques, de la biodiversité, de l'environnement, de l'économie circulaire et des activités connexes :

- de faciliter les échanges entre les différents décideurs, concepteurs, gestionnaires, exploitants, industriels, équipementiers, formateurs, chercheurs, utilisateurs concernés, afin de mieux confronter leurs problèmes, de coordonner leurs actions et de diffuser leurs informations ;
- de réunir les compétences et développer les partenariats entre organismes publics et privés, français ou étrangers, et de conduire des projets et programmes d'intérêt commun et collectif, afin de mieux répondre aux demandes et aux besoins faisant appel à des savoir-faire multiples et de plus en plus complexes.

## **1.2 Périmètre des activités et moyens mis en œuvre**

Dans une logique de capitalisation et d'échange des savoirs, l'Office International de l'Eau contribue au rayonnement des approches et des savoir-faire français à travers six missions prioritaires, lui permettant de réaliser son objet :

1. diffuser une information adaptée aux besoins de ses différents partenaires,
2. réunir, analyser et rendre facilement disponible la documentation scientifique, technique, économique et institutionnelle, assurer une veille technologique permettant d'actualiser en permanence et en temps réel les connaissances, rendre mieux disponible l'information réglementaire et normative, notamment européenne,
3. contribuer à la formation dans les différents métiers concernés et faciliter leur adaptation permanente, d'une part aux nouveaux emplois, fonctions et qualifications induits par le progrès technique et, d'autre part, à la variété des contextes locaux, régionaux ou nationaux, y compris en matière d'information et de formation des élus.
4. permettre l'expression des priorités de la communauté professionnelle et des usagers sur les thèmes d'études et de recherche, participer à l'animation des programmes d'études de portée générale lancés par les pouvoirs publics, valoriser les connaissances et diffuser les résultats auprès des utilisateurs intéressés, réaliser accessoirement des études et expérimentations appliquées, en complémentarité et cohérence, avec les établissements spécialisés de recherche et d'enseignement,

5. collaborer aux programmes pour la gestion et la synthèse des données, initiés notamment par les pouvoirs publics français et européens. Cette contribution comprend notamment l'animation du secrétariat technique du Service d'Administration Nationale des Données et Référentiels sur l'Eau (SANDRE),
6. développer des capacités d'expertise, d'évaluation et d'appui technique et institutionnel dans ces domaines pour favoriser la création de compétences locales ou régionales dans les pays intéressés.

L'association dispose de 5 établissements en France :



### 1.3 Gouvernance

La gouvernance de l'OiEau repose sur trois niveaux d'instances, dont la composition et les compétences sont définies par ses Statuts :

- **L'Assemblée Générale**, composée de l'ensemble des membres de l'association, se réunit au moins une fois par an. Elle définit les orientations stratégiques de l'association et approuve les délibérations du Conseil d'Administration ;
- **Le Conseil d'Administration**, composé de 24 membres répartis en collèges représentatifs du secteur privé et public de l'eau et de l'environnement, se réunit au moins 1 fois tous les 6 mois. Le Conseil d'Administration met notamment en œuvre les orientations stratégiques décidées par l'Assemblée Générale, et arrête les projets de délibération qui lui sont soumis ;
- **Le Bureau** est composé d'un président, d'un premier vice-président, d'un second vice-président, d'un secrétaire et d'un trésorier, élus par le Conseil d'Administration parmi ses membres. Il instruit les affaires soumises au Conseil d'Administration et suit l'exécution des délibérations.

Par ailleurs, pour permettre une gestion opérationnelle de l'association, les directeurs salariés de l'OiEau disposent de délégations de pouvoirs accordées par le président.

## **1.4 Indépendance**

L'association veille à ne maintenir aucun lien de dépendance vis-à-vis d'un pouvoir adjudicateur susceptible de la faire entrer dans le champ d'application des dispositions du code de la commande publique.

Sa gestion est ainsi assurée par des instances majoritairement composées d'entités privées.

Ses financements proviennent majoritairement de fonds privés en lien avec des activités commerciales, bien que l'association remplisse en parallèle des missions d'intérêt général.

## 2 FAITS MAJEURS DE L'EXERCICE

### 2.1 Evènements principaux de l'exercice

Néant.

### 2.2 Principes, règles et méthodes comptables

#### 2.2.1 Présentation des comptes

Les documents dénommés états financiers comprennent :

- le bilan,
- le compte de résultat,
- l'annexe.

#### 2.2.2 Méthode générale

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément aux dispositions du Code de Commerce et du Plan Comptable Général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Le Règlement ANC n°2018-06 s'applique aux comptes afférents aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020.

Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC n°2018-06 et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC n°2014-03 relatif au Plan Comptable Général.

#### 2.2.3 Changements des méthodes comptables et impacts sur les comptes annuels

Néant.

### 2.3 Evènements post clôture

Néant.

## 3 INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN

### 3.1 Actif

#### 3.1.1 Méthode d'amortissement

De façon générale, les méthodes d'amortissement en place à l'OiEau sont les suivantes :

TYPE D'IMMO	DUREE
Logiciels	1 à 3 ans
AAI Terrains	10 ans
Constructions	30 à 50 ans
AAI Constructions	10 à 30 ans
Plates-formes pédagogiques	6 à 10 ans
Matériel et outillage	5 à 7 ans
Matériel de transport	5 ans
Mobilier, Matériel de bureau et informatique	3 à 10 ans

La comptabilisation et les amortissements des actifs tiennent compte de la réforme des actifs définie par les règlements CRC de 2004.

#### 3.1.2 Evaluation des stocks

Les stocks suivants :

- petits matériels de laboratoire
- cahiers techniques
- fournitures pédagogiques
- mallettes

sont évalués selon la méthode du dernier coût d'achat. Ce dernier est composé du coût d'acquisition, des frais éventuels de transport, et des frais de conception et d'impression.

#### 3.1.3 Evaluation des Encours

Les Encours de production, qui s'élèvent à **10 888,00 k€**, représentent les états d'avancement sur les études et projets pluriannuels.

Ils sont évalués au temps passé estimé ainsi qu'au regard des dépenses engagées au 31/12/2024.

Parallèlement, une provision pour risques est constatée lorsqu'un risque de « non-acceptation totale » du rapport final (et donc un risque de non-encaissement du solde

final) est avéré ; et lorsqu'une « trésorerie négative » sur le projet à la date de clôture de l'exercice est observée.

#### **3.1.4 Valeurs mobilières de placement**

Les placements financiers sont effectués via un livret type associatif ou sur des comptes à terme. En fin d'exercice, la totalité de ces comptes à terme s'élève à **1 605,00 k€**.

#### **3.1.5 Charges constatées d'avance**

Les charges constatées d'avance s'élèvent à **245,00 k€** et ne correspondent qu'à des charges d'exploitation.

#### **3.1.6 Trésorerie**

En 2024, la trésorerie globale n'a jamais été négative. Elle comprend cependant, une quote-part d'acomptes, perçus sur conventions non dénouées, que nous devons reverser à nos partenaires.

## 3.2 Passif

### 3.2.1 Fonds associatifs

#### **Réserve pour projet associatif**

L'OiEau ne dispose d'aucune réserve pour projet associatif.

### 3.2.2 Provisions pour risques et charges

Tableau des provisions pour risques et charges :

Situations et mouvements	A	B	C	D
Rubriques	Provisions au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice	Provision à la fin de l'exercice
Provisions pour risques	534 K€	159 K€	287 K€	406 K€
Provisions pour charges (PIDR)	690 K€	22 K€	123 K€	589 K€
<b>TOTAL</b>	<b>1 224 K€</b>	<b>181 K€</b>	<b>410 K€</b>	<b>995 K€</b>

### 3.2.3 Fonds dédiés

Libellé	Montant des fonds affectés au projet (2)	Fonds à dégager au début de l'exercice (19) A	Utilisation en cours d'exercice => (7894) B	Utilisation en cours d'exercice => Remboursement	Méthode prospective	Engagement à réaliser sur nouvelles ressources affectée (6894) C	Fonds restant à engager en fin d'exercice (19) D=A-B+C	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépenses au cours des deux derniers exercices D=A-B+C
Subvention d'exploitation								
Contribution financière d'autres organismes				N E A N T				
Ressources liées à la générosité du public								
<b>TOTAL</b>								



### **3.2.4 Engagements pris en matière de retraite et engagements similaires**

La provision constituée en 2003 et enregistrée dans les comptes annuels a été mise à jour en prenant en compte un coefficient d'actualisation intégrant l'inflation et les augmentations de rémunération prévisionnelles.

<i>Engagements retraite (montant en €)</i>	<i>Provisionné</i>	<i>Non provisionné</i>	<i>Total</i>
<i>I. D. R.</i>	<i>589 K€</i>	<i>NEANT</i>	<i>589 K€</i>

Description des méthodes actuarielles et principales hypothèses économiques retenues :

L'engagement de retraite est calculé selon la méthode PBO. Le taux d'actualisation ressort à **3.42 %**.

Il est à noter qu'une partie de la provision I.D.R. a été externalisée auprès de l'assureur MALAKOFF-HUMANIS. A cet effet un placement de 123 k€ a été effectué : il couvre les 3 prochaines années en termes de départs en retraite estimés. Sans cette externalisation, la provision I.D.R. aurait été de 712 k€.

### **3.2.5 Provision pour médailles du travail**

Il n'y a pas d'attribution de médailles du travail au sein de l'OiEau.

### **3.2.6 Produits constatés d'avance**

Les produits constatés d'avance s'élèvent à **537,00 k€** et ne correspondent qu'à des produits d'exploitation.

### 3.3 Autres Informations

#### 3.3.1 Variation des immobilisations

IMMOBILISATIONS (en k€)	Valeur brute des immobilisations au début de l'exercice	Acquisitions, créations, apports et virements de poste à poste	Diminution par cessions à des tiers ou mises hors service ou résultant d'une mise en équivalence	Montant à la fin de l'exercice
Frais d'établissement et de développement	30,00			30,00
Autres postes d'immobilisations incorporelles	266,00	24,00		290,00
Terrains	484,00	21,00		505,00
Constructions sur sol propre	2 692,00	16,00		2 708,00
Constructions sur sol d'autrui	3 594,00	30,00		3 624,00
Install. Gén., agencements et aménagements des constructions	1 301,00	4,00		1 305,00
Installations techniques, matériel et outillage industriel	3 909,00	110,00		4 019,00
Install. Gén., agencements, aménagements divers	12,00	105,00		117,00
Matériel de Transport	43,00	11,00		54,00
Matériel de bureau et mobilier informatique	788,00	149,00	5,00	932,00
Immob. corporelles en cours	37,00	337,00		374,00
Prêts & autres immobilisations fi.	239,00	33,00	47,00	225,00
<b>TOTAL</b>	<b>13 394,00</b>	<b>842,00</b>	<b>52,00</b>	<b>14 183,00</b>

AMORTISSEMENTS (en k€)	Montant des amortissements au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : amortissements afférents aux éléments sortis de l'actif et reprises	Montant des amortissements à la fin de l'exercice
Frais d'établissement et de développement	30,00			30,00
Autres postes d'immobilisations incorporelles	168,00	43,00		211,00
Terrains	65,00	9,00		74,00
Constructions sur sol propre	2 253,00	40,00		2 293,00
Constructions sur sol d'autrui	2 166,00	134,00		2 300,00
Install. Gén., agencements et aménagements des constructions	1 031,00	49,00		1 080,00
Installations techniques, matériel et outillage industriel	3 088,00	134,00		3 222,00
Inst. Gén. Agen. Amé divers	2,00	6,00		8,00
Matériel de Transport	32,00	3,00		35,00
Matériel de bureau et mobilier informatique	562,00	67,00		629,00
<b>TOTAL</b>	<b>9 399,00</b>	<b>484,00</b>		<b>9 883,00</b>

### 3.3.2 Répartition des créances et des dettes

<b>CREANCES (en k€)</b>	<b>Montants Bruts</b>	<b>Echéances à un an au plus</b>	<b>Echéances à plus d'un an</b>
Prêts	165,00		165,00
Autres immobilisations financière	59,00		59,00
Clients douteux ou litigieux	15,00		15,00
Créances clients et comptes rattachés	3 692,00	3 692,00	
Personnel	3,00	3,00	
Etat et collectivités	753,00	753,00	
Autres créances	209,00	209,00	
Charges constatées d'avance	245,00	245,00	
<b>TOTAL</b>	<b>5 141,00</b>	<b>4 902,00</b>	<b>239,00</b>

<b>DETTES</b>	<b>Montants Bruts</b>	<b>Echéances à un an au plus</b>	<b>Echéances &gt; 1 an et &lt; 5 ans</b>	<b>Echéances à plus de 5 ans</b>
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	719,00	245,00	373,00	100,00
Emprunts et dettes financières divers	13,00	13,00		
Fournisseurs et comptes rattachés	926,00	926,00		
Personnel et comptes rattachés	1 456,00	1 456,00		
Organismes sociaux	1 010,00	1 010,00		
Etat et collectivités	1 412,00	1 412,00		
Autres dettes	12 441,00	12 441,00		
Produits constatés d'avance	537,00	537,00		
<b>TOTAL</b>	<b>18 515,00</b>	<b>18 041,00</b>	<b>373,00</b>	<b>100,00</b>

### 3.3.3 Tableau de variation des autres provisions

<b>Nature des provisions (en k€)</b>	<b>Montant au début de l'exercice</b>	<b>AUGMENTATION : Dotations de l'exercice</b>	<b>DIMINUTIONS : Reprises de l'exercice</b>	<b>Montant à la fin de l'exercice</b>
Provision pour dépréciation des immobilisations financières				
Provision pour dépréciation sur comptes clients	69,00	56,00	59,00	66,00
Autres provisions pour dépréciation				
<b>TOTAL</b>	<b>69,00</b>	<b>56,00</b>	<b>59,00</b>	<b>66,00</b>

## 4 INFORMATIONS RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT

### 4.1 Ventilation des produits d'exploitation

Tableau de répartition des produits d'exploitation (en k€)	
Cotisations	56,00
Ventes de Biens	56,00
Prestations de Services	14 281,00
Production Immobilisée	0,00
Subventions	2 029,00
Reprise sur Amortissements et Provisions	262,00
Autres Produits	378,00
<b>Total</b>	<b>17 062,00</b>

### 4.2 Ventilation de l'effectif moyen

ETP arrondis / Catégorie	Personnel salarié	Personnel détaché	Personnel mis à disposition	TOTAL
CDI	143,00			143,00
CDD	11,00			11,00
Fonctionnaires		2,00		2,00
<b>TOTAL</b>	<b>154,00</b>	<b>2,00</b>	<b>0,00</b>	<b>156,00</b>

Nombre de salariés / Catégorie	Personnel salarié	Personnel détaché	Personnel mis à disposition	TOTAL
CDI	151,00			151,00
CDD	18,00			18,00
Fonctionnaires		2,00	0,00	2,00
<b>TOTAL</b>	<b>169,00</b>	<b>2,00</b>	<b>0,00</b>	<b>171,00</b>

### 4.3 Contributions volontaires en nature (bénévolat, mise à disposition...)

L'Office International de l'Eau n'a bénéficié d'aucune contribution en nature significative sur l'exercice 2024.

Le Président de l'OiEau et les Administrateurs sont bénévoles.

#### **4.4 Impôt sur les bénéfices**

Le résultat fiscal du GEIE SEMIDE est intégré fiscalement pour la quote-part détenue par l'OiEau. Pour l'exercice 2024, le résultat fiscal du SEMIDE étant nul, aucun retraitement n'a été effectué.

## 5 AUTRES INFORMATIONS

### 5.1 Informations relatives à la rémunération des dirigeants

En application de l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006, les associations dont le budget annuel est supérieur à 150,00 k€ et recevant une ou plusieurs subventions de l'État ou d'une collectivité territoriale dont le montant est supérieur à 50,00 k€ doivent publier chaque année dans le compte financier les rémunérations des trois plus hauts cadres dirigeants ainsi que leurs avantages en nature.

Le montant des rémunérations et avantages en nature versés aux trois plus hauts cadres dirigeants salariés sous contrat de travail s'est élevé à **266,00 k€** en 2024.

### 5.2 Honoraires du Commissaire aux Comptes

Les honoraires du commissaire aux comptes se sont élevés à 59 k€ HT pour l'exercice, au titre de la mission de contrôle légal des comptes.

### 5.3 Emprunts auprès des organismes bancaires

Bien Financé	Banque et Montant Emprunté	Date Taux et Durée	Garantie
Nouveaux Bâtiments à Limoges	Banque Tarneaud 600,00 k€	2018 1,25 % sur 180 mois	nantissement compte sur livret à hauteur de 300 k€
PGE (crise sanitaire)	Banque Tarneaud (80%) et Crédit Mutuel (20%) 1 000,00 k€	Novembre 2020 60 mois	néant

Au 31 décembre 2024, le capital global restant dû (CRD) s'élève à **716,00 k€** et sa ventilation est la suivante :

< 1 an	de 1 à 5 ans	> 5 ans	Total
243,00 k€	373,00 k€	100,00 k€	716,00 k€

## 5.4 Engagements hors bilan

### 5.4.1 Crédit-bail

Au 31 décembre 2024, les loyers restant à payer au titre des contrats de crédit-bail, s'élèvent à **279,00 k€**. Leur ventilation est la suivante :

Inférieur à 1 an	De 1 à 5 ans	Supérieur à 5 ans	TOTAL
126 k€	152 k€	0 k€	279,00 k€

### 5.4.2 Bail Emphytéotique

L'Office International de l'Eau a conclu deux baux emphytéotiques avec la Ville de Limoges. Ils portent sur les bâtiments situés au n°15 et au n°22 de la rue Edouard Chamberland à Limoges. Ils prendront fin en 2056 et 2058.

### 5.4.3 Caution, aval et garanties diverses

Dans le cadre de projets internationaux, l'Office International de l'Eau a souscrit une caution de restitution d'avance d'un montant de **31,00 k€** auprès de la Banque SG-Tarneaud (Projet Bénin).